

Le bas-ventre de la démocratie

Lieven Desmet

Politicsinfo.net Bruxelles 29/03/2002



Le 6 mars dernier, les Pays-Bas ont également eu droit à leur "mercredi noir". Les pays de l'Union européenne doivent affronter une question : comment réagir face à cette montée de la droite, qui recommence sa progression étouffante. Qu'est-ce que l'extrême-droite, comment se manifeste-t-il, comment existe-t-il et quelles sont ses terrains d'élection ? Politicsinfo.net vous décortique l'extrême-droite, tant nationale qu'internationale.

Le petit Livre Brun

Il est évident que dès que l'on essaie de définir une notion comme l'extrême-droite, on se retrouve d'abord confronté à la question : "Où commencer ?" L'angle d'attaque choisi déterminera fortement la définition. Se diriger d'abord vers l'idéologie de ces extrémistes de droite, leur style ou leur pouvoir politique ? Ou commencer par l'apparition et l'histoire des partis d'extrême-droite ? Sans parler des principales caractéristiques personnelles des leaders comme Le Pen, Haider, Bossi, Dewinter en Fortuyn, pour entrer dans les dégradés de brun.

Qu'est-ce que l'extrême-droite ? Le terme est utilisé parfois à tort, parfois à raison. Ceux qui se retrouvent avec cette étiquette la contestent dans tous les cas. Premièrement, il est impossible de donner une définition générale de l'"extrême-droite", quand il existe, ne serait-ce qu'en Europe de telles différences réciproques entre les partis radicaux de droite.

Urs Altermatt, un politologue et philosophe suisse, a tenté d'en esquisser une définition –à la demande et dans les pages du Nueu Zürcher Zeitung. Pour lui, il s'agit d'un phénomène comportant les mêmes ingrédients, mais qui se manifestent cependant de façon différente sous l'influence du pays, de la région et même des hommes politiques eux-mêmes. Ces ingrédients sont les suivants :

- un nationalisme et/ou un ethnocentrisme agressif, exprimé par la xénophobie et la haine des étrangers
- le racisme, souvent fondé sur une vue du monde biologiquement orientée
- l'antisémitisme, traduit par des attitudes hostiles (de façon ouverte ou cachée) vis-à-vis du peuple juif et une relativisation des crimes nazis du passé
- l'autoritarisme, une aspiration à un état fort, avec une figure emblématique puissante
- une société anti-égalitariste, au sein de laquelle une stricte classification hiérarchique domine
- une insistance sur une ou la 'communauté populaire' et son homogénéité
- une conception anti-pluraliste de la politique et de la vie en société, associée à la méfiance envers le système démocratique
- l'acceptation de la violence comme moyen de régler des conflits politiques et sociaux
- une rhétorique et une éloquence démagogique
- des positions absolutistes sur la vérité, qui rendent difficile une société tolérante

La Peste Noire

Sur l'extrême-droite colle depuis la seconde guerre mondiale un relent de dictature, de dévastation, d'extermination et de guerre. Extrême-droite, fascisme ou nazisme sont souvent cités à la suite l'un de l'autre. Et pourtant la force d'attraction de l'extrême-droite ne cesse de croître. Un aperçu en bref.

·Belgique:

Dans notre pays, l'extrême-droite tient le monde politique entre ses mains. Le Vlaams Blok est le troisième parti du Nord du pays en ordre d'importance. Les autres partis politiques forment un cordon sanitaire contre le Blok afin de le tenir à l'écart des affaires publiques. Le Vlaams Blok prône, outre sa haine des étrangers, le séparatisme: il veut un état flamand indépendant. Pour subtiliser des voix aux partis dominants, il insiste encore et toujours sur la lutte contre la criminalité, le sentiment d'insécurité et les valeurs familiales traditionnelles. En Wallonie, où l'extrême-droite ne représente presque rien ou rien, on fait remarquer en boutade que les Flamands sont bien plus à droite que les Wallons. Le manque de figures charismatiques et l'éparpillement des partis de droite constitue une explication plus plausible.

·Allemagne:



L'extrême-droite pèse assez peu sur le jeu politique allemand. Les trois partis d'extrême-droite, l'Union du Peuple Allemand (DVU – sous la direction de Gerhard Frey), Republikaner (Reps) et la Parti National-démocrat d'Allemagne (NPD) ont du mal à rallier l'électorat pour le Bundestag ou le Bundesrat. Dans les élections des Länder, ils font bien mieux, et obtiennent quelques-uns des 16 sièges éligibles. L'idéal néo-nazi est encore assez vivace en ex-Allemagne de l'Est dans la population. Selon le Verfassungsschutz, la sécurité de l'état allemande, deux tiers des néo-nazis habitent en ex-Allemagne de l'Est. La moitié de tous les actes de violence

commis par des skinheads contre des étrangers se déroulent en ex-RDA, où habitent seulement 21% de la population.

·France:



Il semble que l'extrême-droite en France soit sur le déclin. Après quinze ans de succès grandissant, le Front National de Jean-Marie Le Pen semble avoir succombé à des dissensions internes. Son second, Bruno Mégret, en a eu assez du 'provocateur centenaire', Le Pen, et de son omnipotence. Cela s'est soldé par une scission avec d'un côté un Front amaigri, et de l'autre, un parti de scission, le Mouvement National Républicain (MNR), de Mégret. Ils se critiquent et s'accusent mutuellement de tous les maux au fur et à mesure que leurs électeurs fuient. Mais cela ne signifie pas pour autant que la mentalité d'extrême-droite

n'existerait plus. Que du contraire. De récents sondages montrent que 60 % des Français trouvent qu'il y a trop d'immigration. Et la défense des valeurs traditionnelles ne serait pas suffisamment prise en compte. Ce qui résulte en une montée des partis conservateurs traditionnels.

·Italie:



L'Italie n'est pas seulement une belle région, mais aussi un pays compliqué, du moins au point de vue politique. Différents mouvements se font concurrence. Alors que les anciens néo-fascistes se repositionnent au centre, des scissions et de nouveaux partis se présentent à nouveau arborant une symbolique fasciste.

Les élections de mai 2001 se sont transformées en victoire pour Silvio Berlusconi et le front d'extrême-droite constitué de son propre parti, Forza Italia, des fascistes de l'Alliance Nationale et les racistes de la Ligue du Nord. La Maison de la Liberté, le nom duquel Berlusconi a baptisé démagogiquement son mouvement, est un nom classique de droite. C'est un postulat. Le parcours politique de Berlusconi est indissolublement lié à la loge P2. Ses têtes pensantes avaient organisé dans les années 80 une vague de terreur dans le pays et projetaient la prise du pouvoir. Ils voulaient établir un état dictatorial de type fasciste.



Le parti nord-italien de la Ligue du Nord et son chef **Umberto Bossi** pointe son doigt accusateur sans relâche sur les étrangers. Forcé d'abandonner sa stratégie du séparatisme, il l'a recyclée en haine de l'étranger pour faire monter sa mayonnaise de la Ligue du Nord.

·Autriche:



Quand au début 2000, le FPÖ du controversé Jörg Haider accède au gouvernement en Autriche, allié avec les conservateurs de l'ÖVP, ce fut le choc. Ce qui était tenu pour impossible depuis la seconde guerre mondiale se produisait soudain: un parti d'extrême-droite au gouvernement.

Le succès du FPÖ est le succès de Haider en personne. Avant son arrivée, le parti n'était qu'une formation marginale libérale avec des positions troubles et douteuses sur les années de guerre. Haider est une personnalité difficile à cerner. Son discours est d'extrême-droite, il flirte avec Hitler et les nazis. Mais dès qu'on utilise cela contre lui, il se hâte de s'en disculper, mais toujours avec ambiguïté.

Il doit son succès politique autant aux conservateurs et aux sociaux-démocrates, tout deux divisés, qu'à sa rhétorique bruyante qui fit de lui une priorité. Haider fit le spectateur, le troisième homme.

Après un thé controversé avec le leader irakien Saddam Hussein en février, il fut forcé 'de faire un pas en arrière'. Mais le populiste fit passer cela pour une décision personnelle. Après quelques jours, il s'en défendit de différentes manières "wie es die Vizekanzlerin wünscht". Concrètement : après concertation avec la vice-chancelière Susanne Riess-Passer, qui lui a succédé comme présidente du Parti de la Liberté (FPÖ), Haider reste le conseiller du FPÖ sur le sujet de l'émigration.

·Scandinavie:



En Norvège et au Danemark, une partie de l'arrière-ban de la social-démocratie traditionnelle a tourné le dos aux partis, et cherche sa voie dans l'extrême-droite. Le Danemark a son Parti du Peuple Danois, avec Pia Kjaersgaard, tandis que la Norvège peut compter sur le populiste Parti du Progrès de **Carl Hagen** .

Les deux jouent très subtilement sur les sentiments nationaux, qui rendent les choses difficiles pour les étrangers.

·Royaume-Uni:

Le gouvernement de Tony Blair fait volontiers sonner les trompettes d'honneur à propos de la cohabitation multiculturelle de la société britannique et des 300 langues parlées à Londres. Cependant, ce petit nuage rose ne fait que masquer la réalité. Le seul parti d'extrême-droite, le British National Party (BNP) qui mène campagne sous le slogan "For Britain and the British", réclamant ouvertement l'arrêt de l'immigration et le 'rapatriement humain' des minorités (une impression de déjà vu ?).

Même si le parti n'est plus que l'ombre de ce qu'il fut dans les années septante et quatre-vingt, il semble toutefois que le Parti Conservateur –et bientôt probablement avec le Labour dans le sillage– semble obliquer la barre plus à droite.

·Suisse:



Le Parti Suisse du Peuple (SVP) est principalement un phénomène germanophone. Le populiste **Christoph Blocher** peut bien attirer beaucoup de voix, les cantons restent principalement fidèles au gouvernement fédéral, à l'exception d'un. Le parti insiste sur les valeurs traditionnelles suisses, mais perd par ce biais souvent de vue le modèle traditionnel du consensus politique suisse. C'est pourquoi il s'exclut de la sorte du paysage politique suisse. Un grand sentiment de supériorité à propos du modèle suisse, avec une croyance presque mythifiée dans la neutralité suisse, sont les fondements du parti.

·Pays-Bas:



Nous avons gardé nos voisins du Nord pour la fin. Le souvent suffisant, un peu pédant Hollandais jette le trouble après le mercredi 6 mars. Le 'phénomène' Pim Fortuyn a grandi durant les élections communales, parti de rien jusqu'à devenir le plus grand mouvement de Rotterdam, deuxième ville des Pays-Bas. Après moult spéculations, il s'agrandit avec son parti-sans-programme pour continuer sur sa lancée, le 15 mai, pour les élections régionales. En dépit de toute la rhétorique des années précédentes, les Pays-Bas ne semblent pas aussi tolérants qu'ils le croyaient volontiers eux-mêmes, et le faisaient croire. Alors que d'autres partis de droite, comme le Nieuwe Nationale Partij, la Nederlandse Volksunie et le Nederlands Blok sont sur le point d'agoniser. Cependant, Fortuyn est un peu l'exemple atypique de l'extrême-droite. Où les politiciens d'extrême-droite les plus extrémistes sont souvent très conservateurs pour les dossiers d'éthique, **Pim Fortuyn** est lui tout à fait à gauche. C'est un dandy notoire qui joue ouvertement avec son homosexualité affichée.

Dans le Standaard, le cartoonist ZAZA en a tiré une jolie boutade: "Dewinter félicite sa nièce chauve."

Gauche-Droite à travers les siècles

Une explication de l'extrême-droite et de son renouveau européen n'est, par définition, pas univoque. Un petit retour vers l'histoire politique et sociétale ne pourra que contribuer à dégager les lignes de façade.

La répartition entre gauche et droite remonte à la Révolution française. La noblesse et le haut clergé étaient assis à la droite du roi. Le tiers-état pouvait se tenir à sa gauche. La gauche incarnait donc le progressisme et le libéralisme, tandis que la droite signifiait le conservatisme. Au dix-neuvième siècle, un certain nombre de jeunes progressistes prirent leurs distances du libéralisme, et, grâce à eux, les idéologies socialiste et communiste sont nées. Cet écart idéologique entre gauche et droite représentait deux visions radicalement différentes de la société. On parlait des mouvements catholiques conservateurs jusqu'aux laïcs, avec d'une part les libéraux (les riches) et d'autre part les socialistes (la classe ouvrière).

Le camp laïc était divisé en son sein. Pour le modèle libéral, il fallait le moins d'interventions étatiques et de régulations possibles, alors que pour le modèle socialiste, une intervention poussée de l'état était nécessaire.

Cette séparation idéologique fut traduite en deux modèles sociétaux distincts, qui s'étendaient du berceau à la tombe. Une vie entière se basait sur des modèles de pensée bien ancrés que personne n'aurait osé mettre en doute.

Les années quatre-vingts, avec l'implosion du communisme, marquèrent le début d'une société qui allait évoluer plus rapidement. La démocratie libérale avait survécu à l'histoire et apposait son empreinte sur la pensée politique de l'Occident. La libre économie de marché semblait le système économique le plus performant. Les crises économiques globales causaient des dépressions locales. Après la montée en puissance de l'idéologie néolibérale, la société semblait fonctionner à plusieurs vitesses dans une cohabitation duelle. Le riche devenait plus riche, le pauvre plus pauvre.

A côté de cela, les oppositions, autrefois évidentes, devenaient de moins en moins visibles et les points de vue parurent soudainement interchangeableables. Un libéral pouvait parfaitement donner des impulsions sociales, pendant qu'un socialiste pouvait mettre l'accent sur des valeurs écologistes. En bref, tout penchait vers tout. Le milieu de terrain de la politique, le 'centre', devint le vivier. Le pouvoir des piliers, qui définissaient si clairement nos modèles de vie en société, commençait à décliner. La sociale-démocratie commençait sa progression. L'idée d'état-providence actif, la troisième voie, ou le nom que vous voulez lui donner, commença à germer.

Les grandes oppositions idéologiques avaient disparu, et cela devenait un réel dilemme politique. Avec la chute des anciennes certitudes, beaucoup d'électeurs furent déçus par la politique. La confiance était partie, les gens étaient dégoûtés, et le tout fut encore accentué par une série de scandales et de situations confuses. Les hommes politiques racontent tous la même chose et se tiennent les coudes entre eux, cela semblait être la règle. L'avènement de la politique 'fast-food', les partis à un seul thème ont accentué cette instabilité politique. Beaucoup restèrent à la traîne.

Un climat idéal pour l'extrême-droite, qui se nourrit de ce type d'insatisfactions. Plus encore. L'emploi d'une rhétorique de slogans et l'exagération des situations intolérables, sans proposer d'alternatives démocratiques était un terreau idéal pour l'idéologie d'extrême-droite. Affirmer : "Nous disons tout haut ce que vous pensez tout bas" est un principe du Vlaams Blok. Une solution à ceci semble être trop demander.



Winston Churchill qualifiait le système démocratique 'de moins mauvais de tous les systèmes imaginables'. In wezen is het een verworvenheid waar dagelijks moet aan gesleuteld worden willen we het in stand houden. Avec notre connaissance du passé, nous devrions être capables de remodeler le présent. Mais, jusqu'à présent, reste seulement l'ombre d'un monstre dont les années septante et quatre-vingt ont accouché et qui pèse sur notre développement futur.

Le Vlaams Blok

La percée du Vlaams Blok le 24 novembre 1991 fut un choc complet pour Monsieur-tout-le-monde. La victoire du Blok n'était pas la seule surprise, il y avait aussi cette expression du déni, d'une ampleur jamais atteinte. Même dans les villages campagnards les plus reculés, où on n'avait jamais vu un émigré, le Vlaams Blok faisait des voix. Comment avait-on pu en arriver là ?



Le Blok a été fondé en 1979, au milieu des années de crise, par quelques anciens de la scène de l'extrême-droite flamande. A côté de la Volksunie, quelques mouvements végétaient depuis les années cinquante, comme Were Di, Voorpost et Dietsland-Europa. Le berceau de **Karel Dillen** et autres Roeland Raes.

Octobre 1933 : le Vlaams Nationaal Verbond (VNV) fut fondé. Ce groupement a eu une influence décisive sur le nationalisme flamand. Le VNV s'est orienté entre 1933 et 1945 vers des fondements fascistes. Le ralliement au national-socialisme pendant l'occupation était une conséquence logique, et pas le fait d'une nécessité tactique. En son sein, le VNV accoucha d'une nuée d'organisations et mouvements qui se rattachèrent à ce courant.

Ces mouvements ont comme caractéristiques la formation de leur image idéologique lors de la deuxième guerre mondiale. La Volksunie reprit en 1954 le flambeau du nationalisme flamand, après une mise à l'ombre pendant cette longue période, à cause des retombées de la collaboration et la répression qui s'ensuivit. La VU souhaitait se détacher de ce passé de guerre et opta pour le renouveau. Le poids du passé continua cependant à peser sur ses épaules. Les événements d'après-guerre nourrissaient en effet un mythe sous-jacent de la Flandre et des Flamands. Cela se termina par une séparation au sein de la VU, lors des dissensions autour des accords d'Egmont et du Stuyvenbergh. Le Vlaams Blok était né.

La défiance du mouvement flamand dans son attitude envers la Belgique est d'une importance significative pour comprendre l'exigence séparatiste du Vlaams Blok. Les cadres (fondateurs) et quelques anciens ne furent pas tant touchés par la répression que nourris par ce climat. A partir du milieu des années septante la pensée d'extrême-droite revient grâce à une nouvelle génération d'étudiants. Les radicaux du Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond, du Nationalistische Studentenbeweging (Filip Dewinter était le président du NSV-Anvers en 1983) et du Nationalistisch Jong Studentenverbond, livrèrent au Blok, fondé en 1979, les jeunes cadres dont il avait besoin.

L'indépendance de la nation flamande fut mise à l'arrière-plan, sous l'influence de cette jeune garde – allée se ressourcer chez Le Pen et son Front National- pour faire de la place à une campagne contre les travailleurs 'non-européens'. Ce fut le départ de l'ascension continue du Blok.

Les changements politiques, socio-économiques et culturels depuis les années soixante forment la matrice à partir de laquelle le Vlaams Blok progresse. La laïcisation et la déconfessionnalisation, la crise économique et la menace d'une société à deux vitesses pour une partie de la population a mené à la formation d'une nouvelle orientation des valeurs. L'homme est à la recherche de sécurité, de valeurs fiables, d'emploi, etc. Le Vlaams Blok joue subtilement là-dessus et fait passer les émigrés pour une menace et pour la cause.

Dans les analyses de l'extrême-droite on a bien trop souvent dépeint l'électorat de ces partis comme irrationnel, instable ou tout bonnement stupide. Ce n'est pas parce que les idées d'extrême-droite n'ont pas notre sympathie (pour employer un euphémisme) que les aspirations de ce public ne doivent pas être sérieusement prises en compte. L'extrême-droite réagit aux symptômes d'une société en train de changer, en nourrissant l'émergence d'aspirations communautaires. Il ne crée pas ce terreau, mais lui donne une traduction très spécifique. En d'autres termes : qui nie les problèmes auxquels s'intéresse l'extrême-droite, parce que prévenu contre les 'solutions' proposées -ce qui s'est déjà trop souvent produit auparavant- risque de passer à côté du contexte d'où est issu ce terreau.

'Le bas-les-masques du personnel politique par le Vlaams Blok est extrêmement significatif. Mais les arrières-pensées de ces personnes ne sont pas toujours celles de leurs sympathisants'. (Koen Raes)

Sources:

·De Morgen; De Standaard; De Financieel Economische Tijd; Knack; Nieuw Zürcher Zeitung; NRC Handelsblad; Vrij Nederland;
·Herfsttij van de 20ste eeuw / Extreem-rechts in Vlaanderen 1920-1990 (Kritak, ISBN 90-6303-447-4)

Lieven Desmet

Traduction Evelyne Letawe